



Islamic Organization for Food Security  
l'Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire  
المنظمة الإسلامية للأمن الغذائي

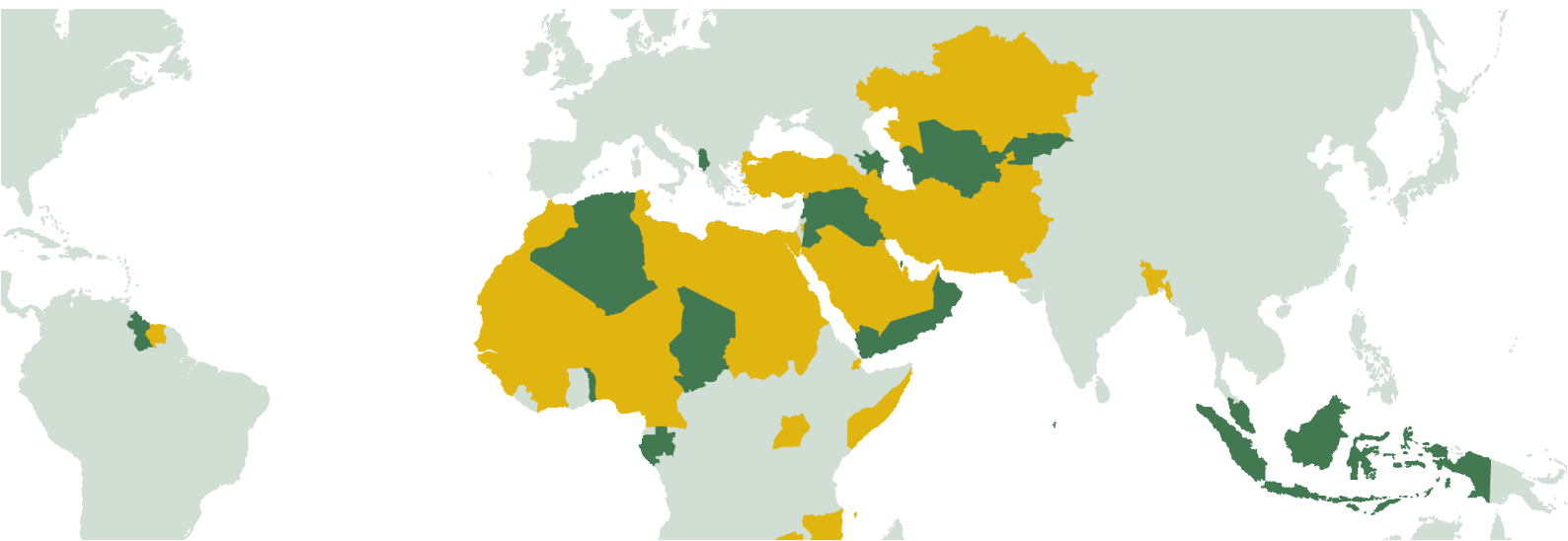
## ATELIER INTERNATIONAL

**EXPÉRIENCE DES PAYS DE L'OCI  
EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE  
DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE  
POUR LE RENFORCEMENT DE LA  
COOPÉRATION SUD-SUD**

*Organisé par l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire*

**mercredi 22 décembre 2021  
(15h00-17h30, heure de Nur-Sultan, GMT+6)**

**Inscription:** <https://bit.ly/IOFS-governance-registration>



## CONTEXTE

Depuis la crise alimentaire de 2007-2008, la sécurité alimentaire est devenue un défi mondial que doit relever la communauté internationale. Malgré les efforts déployés au niveau mondial pour lutter contre la faim et la malnutrition, la sécurité alimentaire reste une priorité de l'Agenda International, car elle est étroitement liée à d'autres problèmes, tels que le changement climatique, le retournement du marché de l'énergie et la récession mondiale (Candel, 2014). L'état de la sécurité alimentaire dans le monde s'est sensiblement détérioré ces dernières années en raison des effets directs et indirects de nouveau coronavirus (COVID-19), qui a perturbé les systèmes de sécurité alimentaire et augmenté le nombre de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition. (FAO, 2020) .

Ces défis ont montré que la sécurité alimentaire exige l'application d'une bonne gouvernance aux niveaux international, régional et national (McKeon, 2013) afin d'assurer la durabilité des systèmes alimentaires. En fait, certaines études indiquent que la plupart des facteurs d'insécurité alimentaire sont le résultat d'une mauvaise gouvernance (Sahley et al., 2005; Boyd, 2011) . Alors que la bonne gouvernance est capable de contrer une crise alimentaire et de s'attaquer à divers problèmes d'insécurité alimentaire, ainsi que de maintenir les systèmes de sécurité alimentaire durable et le développement agricole (Pereira et al., 2012; UN HLTF, 2010) . La gouvernance joue donc un rôle essentiel dans l'élaboration de cadres juridiques et de stratégies pour la sécurité alimentaire, l'intégration d'une action intersectorielle à tous les niveaux impliquant différentes parties prenantes, ainsi que le suivi et l'évaluation continus des résultats obtenus pour répondre à des besoins socio-économiques toujours changeants et différents.

Afin d'atteindre les objectifs de sécurité alimentaire et de s'aligner sur les intérêts des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, il est également crucial de trouver le niveau d'engagement approprié et optimal entre le gouvernement et les autres parties prenantes, (Kropff et al., 2013) , car la gouvernance de la sécurité alimentaire implique les quatre piliers interdépendants que sont la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité. Le processus de sécurisation de tous ces piliers est influencé par un certain nombre de facteurs agissant à différents niveaux. Ces facteurs comprennent les aspects économiques, sociaux, politiques, agricoles et environnementaux aux niveaux micro et macro, tels que la distribution des aliments tout au long de la chaîne d'approvisionnement, le commerce alimentaire et les prix des aliments, la protection sociale et les programmes humanitaires, l'emploi, le salaire minimum, l'utilisation des ressources naturelles, la croissance démographique, etc.

La gouvernance actuelle de la sécurité alimentaire doit donc aller au-delà du maintien des approvisionnements alimentaires, de l'action réglementaire et de la simple promotion du développement et de la production agricole. Elle devrait notamment englober le développement et la mise en œuvre de politique alimentaire intersectorielle, de chaînes d'approvisionnement alimentaire durables et résistantes aux chocs extérieurs, de la consommation d'aliments adéquats et de la nutrition par tous les membres de la société, élaborer un modèle d'État qui intègre les activités des divers acteurs et intérêts gouvernementaux et non gouvernementaux dans le processus décisionnel, et établir l'organisme de coordination au plus haut niveau du gouvernement qui surveille et évalue les progrès réalisés.

La performance du gouvernement en matière de sécurité alimentaire est mesurée par quatre niveaux de bonne gouvernance (COMCEC, 2020; FAO, 2011) :

1. Cadre Politique et Juridique.
2. Coordination et Cohérence.
3. Mise en œuvre et Application.
4. Suivi et Evaluation.

L'OISA est en train d'émerger comme une opportunité régionale clé de la Coopération Sud-Sud pour l'OCI afin de fournir les meilleures pratiques en matière de Gouvernance de la Sécurité Alimentaire. Avec l'implication croissante des pays membres de l'OCI, en particulier ceux confrontés à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, l'OISA crée les activités de programme nécessaires pour aider à développer et à coordonner un cadre politique cohérent pour les pays membres. La Figure 1 montre l'approche de l'OISA dans la mise en œuvre du programme.

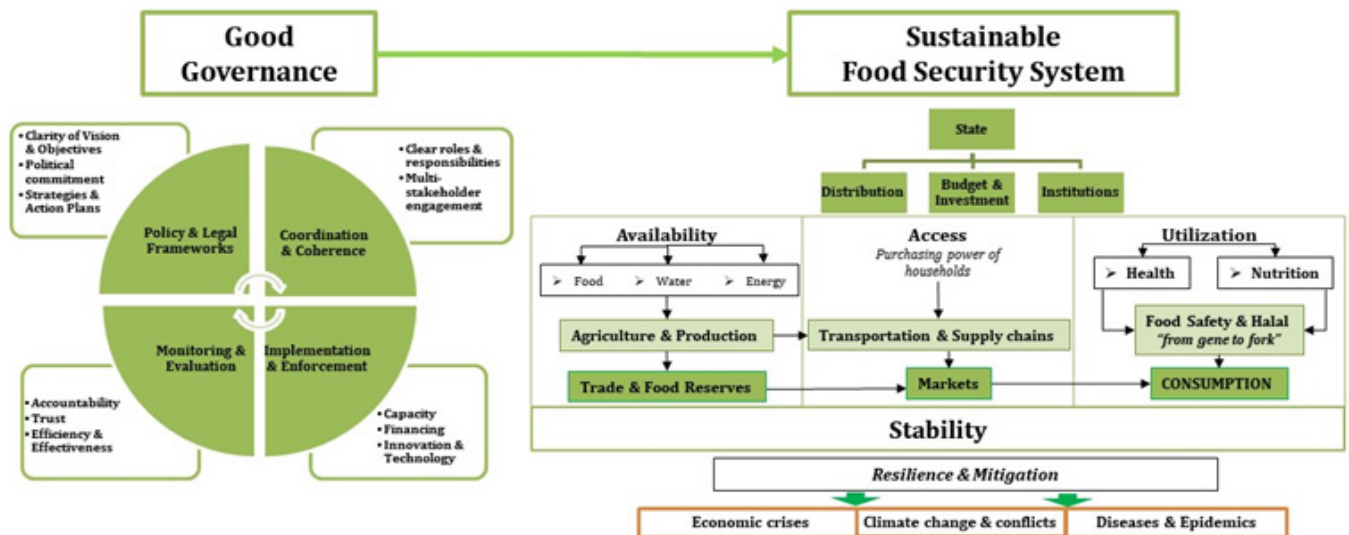


Figure 1. L'approche de la Gouvernance de la Sécurité Alimentaire de l'OISA

La structure de gouvernance de la sécurité alimentaire doit garantir une grande diversité dans sa conception afin d'inclure tous les secteurs sociaux et politiques. Les questions sociales complexes liées à la sécurité alimentaire, telles que la faim, la malnutrition, le développement rural et la production agricole, ne peuvent être traitées que par la coopération et la coordination entre tous les acteurs aux niveaux national et local et en impliquant les groupes d'intérêt. La pratique internationale montre l'importance des organes de coordination des systèmes de sécurité alimentaire pour harmoniser les actions intersectorielles et déterminer les rôles et les responsabilités des parties prenantes. Pour ce qui est de la mise en œuvre, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes de transparence et de responsabilité qui renforcent la confiance des membres de la société.



## PRATIQUES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI

La pratique de la bonne gouvernance pour la sécurité alimentaire, en particulier face aux nouveaux scénarios internationaux et mondiaux, pose un défi au système alimentaire pour se restructurer et développer un modèle plus durable. La complexité de ce modèle de développement tient à sa capacité à identifier et à adopter des stratégies susceptibles de combiner compétitivité et durabilité. Certains États Membres de l'OCI ont montré une amélioration significative en abordant les problèmes et les lacunes dans leurs pays en établissant un certain nombre d'organismes gouvernementaux pour promouvoir les politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle; établir des cadres juridiques et des stratégies d'action aux niveaux national et local, et faire participer divers intervenants, y compris le gouvernement, le secteur privé, les institutions de recherche et les communautés.

### BANGLADESH

Un pays d'Asie du Sud dont la superficie est de 147 570 km<sup>2</sup>. Le 8e pays le plus peuplé du monde, avec une population de près de 165 millions d'habitants. Après le Sommet mondial de l'alimentation de 1996, le gouvernement du Bangladesh a entrepris un processus de réforme approfondi et consultatif de la politique de sécurité alimentaire. Le gouvernement du Bangladesh a adopté plusieurs politiques pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle : Politique Nationale d'Alimentation - 2006; Politique Nationale de Nutrition (2015) ; Stratégie Nationale de Sécurité Sociale (2015) ; Politique Agricole Nationale (2018) ; Plan National d'investissement pour l'Agriculture (2011-2015) la Sécurité Alimentaire et la Nutrition ; Plan National d'investissement (2016-2020) pour le Système Alimentaire sensible à la nutrition ; Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle 2020.

Au Bangladesh, la sécurité alimentaire est gouvernée par plusieurs institutions, notamment l'agriculture, le développement rural, affaires des femmes et des enfants, la santé, les finances, le commerce et la gestion des catastrophes.

Quatre organes principaux sont chargés de formuler et de mettre en œuvre les politiques de sécurité alimentaire : 1) Comité de Planification et de Suivi de l'Alimentation (FPMC); 2) Groupe de Travail sur la Politique Alimentaire (FPWG); 3) Division de la Planification et de la Surveillance des Aliments (FPMU); 4) Équipe Thématique.

Le gouvernement du Bangladesh a obtenu les résultats suivants quant à en matière de sécurité alimentaire et nutritionnellem :

- Le Bangladesh a atteint l'autosuffisance en matière de production alimentaire, notamment de riz. On estime que la production de riz (l'aliment de base du Bangladesh) a triplé au cours des 30 dernières années.
- La production d'autres denrées alimentaires, telles que les fruits, les légumes, les produits de la pêche et de l'élevage, a également augmenté de manière significative puisqu'elles constituent la principale source de tous les nutriments nécessaires pour garantir une alimentation sûre et variée pour tous.
- Le gouvernement a pris des mesures pour renforcer les installations de stockage des céréales dans tout le pays en construisant et en fournissant des silos aux ménages.



- Le gouvernement a également pris des initiatives pour développer les installations de stockage d'autres denrées périssables, notamment les fruits et légumes.
- Le Ministère de l'alimentation met en œuvre divers programmes de protection sociale tout au long de l'année en coordination avec le Ministère de la gestion des catastrophes et des secours et le Ministère des affaires féminines et de l'enfance, tels que - le développement des groupes vulnérables, la nutrition des groupes vulnérables, etc.
- Pendant la pandémie COVID-19 : Un programme spécial de « Ventes sur le marché libre » (OMS) a été lancé pour distribuer des céréales en avril-juin 2020 afin de répondre aux besoins alimentaires de tous les chômeurs vivant dans les zones urbaines ; dans le cadre du programme « Food Friendly », le gouvernement a distribué du riz aux groupes vulnérables.

## INDONESIA

Avec une population de près de 271 millions d'habitants, l'Indonésie est le quatrième pays le plus peuplé du monde. Elle compte plus de 17 000 îles et 32 % de sa population active travaille dans l'agriculture.

Le principal défi reconnu auquel est confronté le système alimentaire indonésien est l'immensité du territoire et des îles du pays, qui limite le transport et la logistique utilisés pour acheminer la nourriture, les ressources en eau et en terre, ainsi que la coordination des acteurs de la sécurité alimentaire. Depuis 1980, des efforts importants ont été déployés pour améliorer la sécurité alimentaire dans le pays. La structure institutionnelle de la gouvernance de la sécurité alimentaire en Indonésie comprend la Présidence, le Gouvernement indonésien, le Conseil de la Sécurité Alimentaire, le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de la Santé, le Ministère de la Planification du Développement National et 20 autres Ministères, coordonnés par la législation actuelle du Conseil de la sécurité alimentaire. Le Ministère de l'Agriculture dispose d'une unité spécialisée, l'Agence de Sécurité Alimentaire. Il existe également des agences nationales telles que l'Agence Nationale de Logistique Alimentaire (BULOG), l'Autorité Compétente en matière de Sécurité Alimentaire (OKKP), et l'Agence de surveillance des aliments et des médicaments (BPOM).

Le cadre juridique de la politique de sécurité alimentaire et de nutrition comprend quatre textes législatifs distincts. En 2006, le Règlement Présidentiel 83/2006 a conduit à la création du Conseil de Sécurité Alimentaire. La principale tâche du Conseil de sécurité alimentaire est d'aider le Président à formuler des politiques visant à assurer la sécurité alimentaire nationale, entre autres choses. Dans l'analyse de décomposition basée sur le ratissage, l'Indonésie se situe parmi les pays qui ont des rendements céréaliers plus élevés et une plus grande capacité de gouvernance. L'État indonésien a mis en place quatre mécanismes de participation pour les parties prenantes. Les plateformes d'action comprennent (i) le gouvernement et le parlement, (ii) les organisations de la société civile et les médias, (iii) la philanthropie et les entreprises, et (iv) le monde universitaire.



## QATAR

La population du Qatar a plus que quadruplé depuis 2000, ce qui accroît sa dépendance à l'égard des importations alimentaires et suscite un sentiment croissant de sécurité alimentaire nationale. En 2015, le Qatar importait environ 80 % de sa nourriture, principalement du Moyen-Orient et, dans une bien moindre mesure, des États-Unis, d'Europe, d'Asie, d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Le Qatar dépendait des importations pour un large éventail de produits alimentaires, notamment les céréales, les produits laitiers, la viande, les fruits et les légumes.

Face à ces défis, le Programme National de Sécurité Alimentaire du Qatar (QNFSP) a été mis en place en 2008 afin de réduire la dépendance du pays à l'égard des importations alimentaires en augmentant son autosuffisance. Le QNFSP a élaboré des recommandations pour la politique de sécurité alimentaire et a collaboré avec des gouvernements étrangers et des organisations non gouvernementales pour développer des méthodes d'utilisation efficace des ressources dans le secteur agricole. Il s'agissait notamment d'introduire des technologies agricoles permettant d'économiser l'eau, d'améliorer les normes et les tests des aliments locaux, d'établir une industrie aquacole et de développer des cultures résistantes au climat.

Le ministère des municipalités et de l'environnement s'est associé à Hassad Food, la branche d'investissement agricole de l'autorité d'investissement du Qatar, pour diriger la mise en œuvre des plans du QNFSP par le secteur privé. Leur stratégie vise à augmenter la production locale de denrées périssables, à mettre en œuvre des mesures pour maintenir une réserve stratégique locale fiable, à diversifier les sources d'importation de denrées alimentaires et à maintenir un approvisionnement suffisant du marché local.

En plus des défis posés ces dernières années, le Gouvernement a adopté la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire du Qatar 2018-2023 visant à augmenter la production locale de légumes et d'œufs à 70 %, de poissons à 90 %, de crevettes à 100 % et de viande rouge à 30 % de la demande intérieure totale d'ici 2023.

Les piliers particuliers sont :

- Commerce International et Logistique – veiller à ce que la stratégie d'importation de produits alimentaires du Qatar soit résistante aux menaces potentielles.
- Autosuffisance domestique – assurer l'autosuffisance du Qatar en produits stratégiques (c'est-à-dire les produits périssables que le Qatar peut produire à un niveau compétitif) et adopter des technologies avancées pour améliorer le rendement des cultures.
- Réserves Stratégiques – constituer des réserves suffisantes mais raisonnables pour servir de tampon en cas de perturbations temporaires des importations ou de la production et de police d'assurance contre les chocs à plus long terme du système. Les réserves alimentaires stratégiques servent à la fois de tampon à court terme contre les chocs et de police d'assurance contre les perturbations à plus long terme.
- Marchés Intérieurs – assurer la transparence et l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement alimentaire afin de garantir des pratiques commerciales équitables pour tous les acteurs de la chaîne de valeur, de réduire les déchets dans la chaîne d'approvisionnement et d'améliorer la qualité des aliments pour les consommateurs finaux.

Comité National de Sécurité Alimentaire (NFSC) a été mis en place pour superviser et suivre la situation afin de garantir la sécurité alimentaire du pays. Le Comité est placé sous le contrôle du Premier Ministre de l'État du Qatar. Il se compose de départements travaillant sur les Quatre Piliers ci-dessus. Cinq sous-comités composés de multiples parties prenantes aideront le NFSC à élaborer et à surveiller la stratégie.



## TURQUIE

Située au carrefour des Balkans, du Caucase, du Moyen-Orient et de la Méditerranée orientale, la Turquie est l'un des plus grands pays de la région en termes de territoire et de population. En tant que pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, avec une population croissante d'environ 81 millions d'habitants, la Turquie est l'une des 20 plus grandes économies du monde. Le pays est également un important producteur et exportateur de produits agricoles sur les marchés mondiaux. On estime qu'il est le 7<sup>e</sup> producteur et exportateur mondial de cultures allant des noisettes et châtaignes aux abricots, cerises, figes, olives, coings, tabac et thé.

Historiquement, le secteur agricole est le premier employeur de Turquie et contribue largement au PIB, aux exportations et au développement rural du pays. Bien que l'agriculture ait perdu de son importance par rapport aux secteurs de l'industrie et des services, elle continue néanmoins à jouer un rôle fondamental dans la société turque, employant environ un quart de la main-d'œuvre et générant la plupart des revenus et des emplois dans les zones rurales.

Les principaux objectifs de la politique agricole de la Turquie peuvent être résumés comme suit :

- répondre aux besoins de sécurité alimentaire d'une population croissante ;
- augmentation de la productivité et réduction de la vulnérabilité aux conditions météorologiques défavorables ; amélioration des niveaux d'autosuffisance ;
- augmentation des revenus agricoles et stabilité ;
- augmentation de la compétitivité ;
- développement des zones Rurales ;
- assurer la sécurité alimentaire et harmoniser les politiques et institutions agricoles et de développement rural du pays avec celles de l'Union Européenne.

La Turquie s'est montrée très active dans la mise en place de la Voie Nationale dans le cadre du Sommet des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires. La Voie Nationale de la Turquie vers des systèmes alimentaires durables s'appuie sur les évaluations des résultats du processus de dialogue national et sur les mesures et actions déjà définies dans une stratégie nationale ou un plan lié aux systèmes alimentaires. Le cadre principal de la politique, de la stratégie, du plan d'action, du projet et des documents de soutien de la Turquie concernant le Système Alimentaire durable, y compris la Voie Nationale, est basé sur les Plans de Développement Nationaux au niveau national, ainsi que sur les accords, Conventions et Mémoires d'accord internationaux.

Les Plans Nationaux comprennent : 11<sup>e</sup> Plan de Développement 2019-2023, Paquet de Réformes Economiques 2021, Programme de la Nouvelle Economie 2019-2021, Document Stratégique du Ministère de l'Agriculture et des Forêts 2019-2023, Résultats du 3<sup>e</sup> Conseil Agricole et Forestier, Document Stratégique National de la Turquie sur la prévention, la réduction et le suivi des pertes et des déchets alimentaires et son Plan d'Action, Plan d'Action National pour l'efficacité énergétique (2017-2023), Document Stratégique National sur la lutte contre la désertification (2013-2023), Stratégie Nationale de gestion des bassins (2014-2023), Document Stratégique et Plan d'Action pour l'Autonomisation des Femmes (2018-2023), Plan d'Action sur le Changement Climatique (2011-2023), Plan d'Action pour la Prévention et le Contrôle de l'Obésité et de l'activité physique chez les adultes et les enfants (2019-2023), Stratégie Nationale de développement rural (2021-2023) et sections pertinentes des documents stratégiques et des Plans d'Action des autres ministères concernés, Programmes d'investissement et sections pertinentes des autres programmes, politiques et documents de portée nationale. Ces plans comportent de nombreuses mesures qui renforcent les objectifs de la voie nationale dans chaque voie d'action. Cette structure intégrée est significative dans le sens où elle montre l'intention de transformer en systèmes alimentaires durables de nombreuses agences gouvernementales.



## ÉMIRATS ARABES UNIS

Avec des terres arables et de l'eau limitées et une forte dépendance à l'égard des importations alimentaires, la sécurité alimentaire est devenue une priorité politique essentielle dans les EAU. Bien qu'ils importent environ 80 % de leur nourriture, les EAU sont considérés comme étant en situation de sécurité alimentaire en raison de leur capacité à s'approvisionner sur le marché international, même si cela coûte plus cher. Toutefois, la sécurité alimentaire reste une préoccupation, en particulier à long terme, en raison des difficultés d'approvisionnement en matière de production et d'importation.

Reconnaissant l'importance de la sécurité alimentaire et la nécessité d'atteindre l'autosuffisance alimentaire ainsi que de relever les défis de sécurité alimentaire du pays, le gouvernement des EAU a créé en octobre 2017 le ministère d'État chargé de la Sécurité Alimentaire et de l'Eau, qui supervise le développement des infrastructures nécessaires pour que les objectifs de sécurité alimentaire du pays soient conformes au Plan Centenaire des EAU 2071.

En novembre 2018, la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire jusqu'en 2051 a été approuvée. La stratégie de la Vision 2051 est de devenir le premier centre mondial pour la sécurité alimentaire grâce à l'innovation, de promouvoir le commerce agroalimentaire par le biais d'un appareil gouvernemental global et d'assurer la sécurité alimentaire en toutes circonstances en permettant une production et un approvisionnement alimentaires basés sur la technologie, en développant des partenariats commerciaux internationaux et en appliquant des politiques et des réglementations visant à améliorer la valeur nutritionnelle des produits et à réduire le gaspillage et les pertes de nourriture.

En février 2020, en réponse aux défis posés par la pandémie de COVID-19, le Cabinet des Ministres des Émirats Arabes Unis a créé le Conseil Emirien pour la Sécurité Alimentaire (ECSF) afin de renforcer les efforts des Autorités Nationales en matière de sécurité alimentaire et d'atteindre les objectifs de la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire. Membres : Le Ministre d'État chargé de la Sécurité Alimentaire préside le Conseil, qui comprend des représentants du Ministère de l'Economie, du Ministère de l'Environnement et du Changement Climatique, du Ministère de l'Energie et de l'Industrie, du Ministère de la Santé et de la Protection Communautaire, du Ministère de l'Education et de l'Autorité Nationale chargée de la Gestion des Urgences, des Crises et des Catastrophes.

Le 28 juin 2020, le Cabinet des Ministres des Émirats Arabes Unis a approuvé le Système National pour une Agriculture Durable afin d'améliorer l'efficacité des exploitations agricoles, d'améliorer l'autosuffisance alimentaire et de créer de nouvelles opportunités pour que le secteur agricole soit toujours classé parmi les meilleurs.

## PERTINENCE DE L'ATELIER

Le programme de « Gouvernance de la Sécurité Alimentaire » de l'OISA a reçu le soutien unanime des États membres lors de la troisième Réunion de l'Assemblée Générale de l'OISA les 2 et 3 décembre 2020 à Ankara, en Turquie, et a également reçu une attention supplémentaire pour sa mise en œuvre lors de la quatrième Réunion de l'Assemblée Générale de l'OISA les 8 et 9 septembre 2021 à Nour-Soultan, au Kazakhstan.





Le Comité permanent pour la coopération économique et commerciale de l'Organisation de la coopération islamique (COMCEC) a publié le rapport sur la « Bonne gouvernance pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les États membres de l'OCI » en 2020. Les résultats de cette étude ont mis en évidence l'importance du rôle de l'OISA pour aider les États membres à construire des systèmes alimentaires durables et à mettre en œuvre diverses activités de gestion de la sécurité alimentaire.

Dans le cadre de ce qui précède, l'**Organisation Islamique pour la Sécurité Alimentaire (OISA)** prévoit de mener l'Atelier International intitulé «**EXPÉRIENCE DES PAYS DE L'OCI EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE POUR LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION SUD-SUD**» le **22 décembre 2021** dans la plateforme Zoom pour présenter les meilleures pratiques des États membres de l'OCI dans la Gouvernance de la Sécurité Alimentaire, ainsi que discuter entre les participants de la possibilité pour l'OISA d'organiser, en partenariat avec d'autres parties prenantes, des Ateliers de Formation régionaux (en présentiel) afin de renforcer la capacité des responsables gouvernementaux des pays membres à planifier des stratégies et à développer des politiques en matière de sécurité alimentaire.

## OBJECTIFS DE L'ATELIER

- Partager les meilleures pratiques de l'OCI dans la Gouvernance des Systèmes de Sécurité Alimentaire en présentant les expériences des pays ;
- Discuter de la perspective de la tenue des Ateliers de formation sur le renforcement des capacités, axés sur la « Planification Stratégique et l'Elaboration de Politiques » en 2022 pour les experts gouvernementaux concernés des pays membres de l'OCI, qui se tiendront en présentiel avec une extension de la participation en ligne ;
- Recevoir les réactions des participants sur les domaines d'intérêt en matière de gestion de la sécurité alimentaire afin de planifier les futures activités de l'OISA ;
- Examiner l'opportunité de développer l'analyse des politiques de sécurité alimentaire des États membres de l'OCI et de la présenter dans le cadre des activités prévues de l'OISA en 2022.

## DÉTAILS DE L'ATELIER

**Format:** En ligne (plateforme Zoom)

**Date:** le 22 décembre 2021

**Langue:** Anglais (interprétation en arabe, français, russe)

**Participants:** Les participants à l'Atelier comprendront des représentants des autorités gouvernementales, responsables de la planification stratégique et de l'élaboration des politiques en matière de sécurité alimentaire et d'agriculture, notamment des planificateurs stratégiques, des **decideurs de** politiques, des législateurs et des analystes de programmes.

Inscription : Pour assister à l'Atelier et recevoir des documents d'information sur l'événement, veuillez vous inscrire: <https://bit.ly/IOFS-governance-registration>



## RÉFÉRENCES :

- i Candel, J.J.L. (2014) Food security governance: a systematic literature review, *Food Security*, 6, 585-601.
  - ii FAO (2020) United Nations Food and Agriculture Organization: Policy Brief: The Impact of COVID-19 on Food Security and Nutrition.
  - iii McKeon N. Global governance for world food security. Heinrich Boll Stiftung. 2013:26.
  - iv Sahley C, Groelsema B, Marchione T, Nelson D. The governance dimensions of food security in Malawi. USAID Bureau of Democracy, Conflict, and Humanitarian Assistance, Washington, DC. 2005.  
Boyd M, Holly Wang H. The role of public policy and agricultural risk management in food world security. *Public policy: implications for food security*. *China Agricultural Economic Review*. 2011;3(4).
  - v Pereira LM, Ruysenaar S. Moving from traditional government to new adaptive governance: The changing face of food security responses in South Africa. *Food Security*. 2012;4(1):41-58.  
UN HLTF (2020) United Nations High-Level Task Force on the Global Food Security Crisis. Updated Comprehensive Framework for Action. UN High; New York 2010.
  - vi M.J. Kropff, J.A.M. Van Arendonk, H.J.M. Löffler (Eds.), *Food for All: sustainable Nutrition Security*, Wageningen UR, Wageningen (2013)
  - vii COMCEC (2020) The Standing Committee for Economic and Commercial Cooperation of the Organization of the Islamic Cooperation (COMCEC) Coordination Office, May 2020, *Good Governance for Ensuring Food Security and Nutrition in the OIC Member Countries*.
- FAO (2011a) *Good Food Security Governance: The Crucial Premise to the Twin-Track Approach (Background Paper)*, Rome. <http://www.fao.org/right-to-food/news/detail-events/en/c/1037045/>